

Après le rassemblement de soutien devant le siège social de Goodyear mardi 12 février, comment progresser encore vers le « tous ensemble » ?

Mardi 12 février au matin, près de 2 000 personnes se sont rassemblées devant le siège social de Goodyear France pour dire non aux plans de licenciements. Ce rassemblement était appelé par la CGT à l'occasion d'un comité central d'entreprise (CCE) sur le plan de fermeture du site d'Amiens-Nord, où le syndicat est majoritaire à 86 %. Environ 750 salariés sur les 1 173 touchés par cette fermeture avaient fait le déplacement en car depuis leur usine pour faire entendre leur colère à la direction. Parmi les nombreux travailleurs-ses d'autres boîtes en lutte qui étaient venus les soutenir, il y avait notamment des délégations de PSA, ArcelorMittal, Renault, Sanofi, Fralib, Ford, Dunlop, Valeo et le collectif des Licenci'elles. Des militant-e-s du NPA, de Lutte ouvrière et du PCF étaient également présents pour manifester leur solidarité.

Sur les t-shirts rouges vif, on pouvait lire « Goodyear, patrons voyous ! », ou encore entendre les travailleurs-ses clamer « Les patrons licencient, licencions les patrons ! ». Plusieurs délégués syndicaux sont intervenus à la sono pour exprimer la colère et la détermination des salarié-e-s. « *Face à cette guerre du patronat, on n'a pas le choix, on se bat avec nos seules armes : grèves, occupations et manifestations !* », a lancé Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à PSA Aulnay. La délégation de salariés PSA avait fait une arrivée retentissante en scandant : « *Goodyear, PSA : même combat !* » Jean Mangin, de la CGT ArcelorMittal, a réaffirmé la nécessaire convergence des luttes pour faire reculer « *un gouvernement qui se dit de gauche, avec les travailleurs, mais qui ne fait qu'appliquer l'ultralibéralisme* ».

Le 31 janvier dernier, la direction avait annoncé son projet de fermer le site d'Amiens-Nord en assurant que c'était « *la seule option possible après cinq années de négociations infructueuses* », renvoyant par la même occasion la responsabilité aux organisations syndicales et en particulier la CGT. Leur faute ? Avoir refusé de céder au chantage du groupe Titan qui se proposait de reprendre en partie l'activité du site... à condition de mettre à la porte 636 salarié-e-s ! Pendant le CCE, Arnaud Montebourg a fait savoir par communiqué que Titan se retirait définitivement des négociations et qu'il avait donc chargé l'Agence française des investissements internationaux de rechercher un autre repreneur. De leur côté, les délégués de la CFDT et la CFE-CGC ont désigné le cabinet Secafi pour trouver des « *alternatives pour éviter le PSE* », préférant « *négozier un plan de départs volontaires* ». Les travailleurs-ses se sont d'ores et déjà donné rendez-vous au prochain CCE fixé le 7 mars.

Mickaël Wamen, secrétaire de la CGT Goodyear Amiens-Nord est intervenu plusieurs fois pour dénoncer l'absence d'arguments de la direction pour justifier la fermeture du site, mais aussi pour exhorter ses collègues à ne pas céder aux provocations de la police : « *Les voyous, ce n'est pas nous, ce sont les patrons de Goodyear, d'ArcelorMittal !* » En effet, un dispositif impressionnant de 600 CRS avait été déployé tout autour du rassemblement pour protéger le siège de Goodyear et réprimer d'éventuels débordements. Dans la matinée, à la radio, Michel

Sapin avait appelé « *les salariés en colère* » à « *privilégier* » le dialogue avec leur entreprises pour trouver des « *solutions* ». Malgré l'atmosphère visiblement tendue, les accrochages se sont finalement limités à quelques jets de bouteilles, canettes, peinture et œufs sur les CRS qui ont répliqué en lâchant du gaz lacrymogène.

Après le meeting à Sciences Po contre les licenciements et pour la convergence des luttes le 24 janvier, le rassemblement du 29 janvier au ministère du travail et le rassemblement de soutien aux travailleurs-ses de PSA Aulnay devant leur usine le 5 février, cette mobilisation avec les salarié-e-s de Goodyear est un nouveau pas vers la convergence des luttes. Mais il ne suffira pas de multiplier ces rendez-vous, qui restent partiels et ne permettent pas de surmonter l'atomisation des travailleurs-ses qui résistent.

Nous avons besoin de mettre sur pied une coordination nationale des boîtes mobilisées pour discuter collectivement des revendications et-des actions à mener, notamment pour une grande manifestation nationale pour stopper tous les licenciements. Il faut lier ces licenciements avec les attaques que subissent les travailleurs-ses des autres secteurs, notamment les enseignant-e-s entré-e-s en lutte contre la réforme des rythmes scolaires et le projet de « refondation de l'école » et les autres fonctionnaires touché-e-s par les suppressions de postes massives. Enfin, nous devons mobiliser le plus largement possible contre l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » signé par le MEDEF, la CFDT, la CFTC et la CGC. Les directions de la CGT et de FO, rejointes par Solidaires, appellent à manifester le 5 mars contre cet accord : c'est un point d'appui et nous devons tout faire pour que la mobilisation soit massive. Cependant, CGT et FO n'appellent à ce stade ni à la grève, ni à une manifestation centrale à Paris, et ne font pas le lien avec le combat contre les licenciements, pour la convergence des luttes. Nous devons donc nous appuyer sur les équipes combattives, dans nos syndicats à tous les niveaux pour imposer le tous ensemble, l'appel à la grève interprofessionnelle et une manifestation à Paris le 5 mars. Construisons le rapport de forces pour faire monter cette exigence dans tout le pays !

Constanza Marcia





